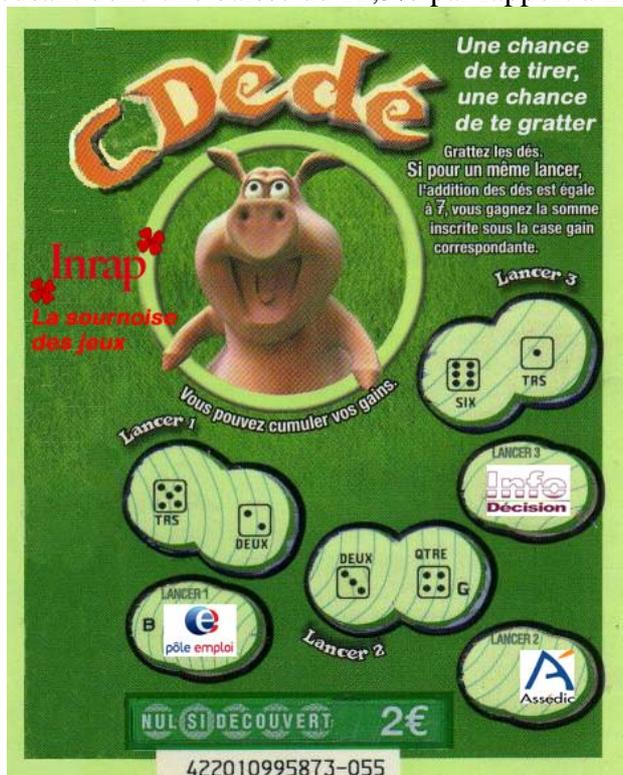


GREVE du MARDI 4 DECEMBRE , COMMUNIQUE de l'intersyndicale CGT, SUD et FSU de RA Bron,

STOP A LA MALTRAITANCE DE NOS COLLEGUES CDD :

- Nous demandons que soit mis fin immédiatement aux attaques de la Direction Générale de l'Inrap sur les droits des CDD par l'interprétation restrictive et même abusive de la législation en vigueur : **en rétablissant** le congé maladie ordinaire **avec traitement** pour les agents en CDD ayant cumulé de façon même **discontinue** au moins 4 mois de service et en rétablissant leur droit aux autorisations d'absences facultatives.
- Nous demandons que la gestion des personnels précaires repose dès aujourd'hui sur une **bourse à l'emploi**. (instaurant ainsi une certaine stabilisation par la priorité à l'embauche)
- Nous demandons que le ministère de la Culture et de la Communication porte rapidement une convention cadre qui permettrait d'améliorer **les délais de l'allocation retour à l'emploi**. (délai moyen d'indemnisation aujourd'hui: 80 jours)
- Nous demandons que le ministère de la Culture et la Communication accède à notre revendication de **déprécarisation** à hauteur de 200 emplois pour arriver à une réelle résorption de la précarité basée sur la permanence du lien contractuel entre les agents et leur employeur public, l'Inrap.
- Nous demandons que le **dialogue social** à l'Inrap soit **renforcé**, aussi bien par la mise en place de réelles concertations mais aussi par le simple **respect des instances représentatives du personnel**.

POUR UNE POLITIQUE REELLEMENT AMBITIEUSE DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE, nous demandons que que le ministère de la Culture et de la Communication archéologique assure pour 2013 des moyens à la hauteur des besoins sur l'activité de diagnostic.(l'enveloppe allouée pour 2013 a été amputée de 10 000 j/h pour les diagnostics au prétexte d'une baisse de l'activité économique et des grands travaux, accusant donc une baisse de 12,5% par rapport à 2012)



Communiqué des agents INRAP du Languedoc-Roussillon

Une trentaine d'agents opérationnels CDD et CDI se sont réunis en AG sur l'un des principaux chantiers de la LGV-DDA9, en réponse au préavis de grève intersyndical du 4 décembre 2012.

Les points suivants ont été discutés :

- le futur plan de résorption de la précarité ;
- la différence de traitement entre les personnels précaires et permanents en matière de droits du travail ;
- le projet de convention avec Pôle Emploi ;
- la baisse annoncée du budget diagnostic 2013.

Concernant le plan de résorption de la précarité, plusieurs questionnements ont été formulés, notamment au sujet du calendrier du processus, des critères d'éligibilité et des filières concernées.

Nous, agents grévistes, revendiquons avant tout un plan de résorption de la précarité à hauteur des besoins permanents de l'Institut, à savoir 200 ETPT !

L'ancienneté globale des agents (Afan et Inrap) doit primer sur tout autre critère lors de l'établissement du « vivier figé » de CDD éligibles au plan de recrutement réservé.

De plus, nous souhaitons que l'investissement scientifique des agents concernés dans une région donnée, souvent depuis plusieurs années, puisse être également pris en compte.

Au regard du nouveau règlement intérieur de l'établissement, qui entraîne de graves inégalités entre les personnels d'un même institut, nous exigeons le retrait de ces mesures qui attaquent les droits des plus précaires (autorisations d'absences facultatives, placement en congés de maladie sans traitement, ...).

Nous sommes prêts à soutenir toute procédure visant à l'amélioration des délais de traitement et de paiement des indemnités de chômage, notamment dans le cadre d'une convention avec Pôle Emploi.

Enfin, nous dénonçons la baisse conséquente des budgets alloués aux diagnostics en 2013 qui aurait de lourdes répercussions sur la qualité de ces opérations, et par suite sur la protection du patrimoine archéologique.

A l'issue de l'AG, une délégation d'agents grévistes a été reçue par M. François Souq, directeur interrégional Méditerranée.

Il n'a pu apporter aucune précision supplémentaire concernant le plan de déprécarisation.

Toutefois, il estime les besoins de recrutement en CDI dans l'interrégion à 10 ETPT par an sur 3 ans, soit 30 postes qu'il souhaite voir dissociés des mutations en cours.

Toujours dans l'attente de précisions quant au plan de résorption de la précarité, nous restons donc vigilants et prêts à nous mobiliser !

Nîmes, le 4 décembre 2012.

PREAVIS DE GREVE INRAP

4 décembre 2012

Les agents du centre d'Orléans Saint-Cyr-en-Val se sont réunis en heure mensuelle d'information syndicale le vendredi 30 décembre 2012.

A cette occasion, ils ont pris connaissance du courrier accompagnant le préavis de grève et ont pu débattre de la situation actuelle de l'institut et, plus largement, de celle de l'archéologie préventive. Trois points essentiels ressortent des discussions.

Unaniment, ils trouvent totalement inacceptable la politique hautement discriminante de la Direction générale à l'encontre des collègues salariés sous contrat à durée déterminée. C'est bien le principe de la double peine qui est mis en œuvre, avec la précarisation outrancière de nos collègues.

Ils dénoncent la politique de la Direction générale qui consiste à réduire les budgets opérationnels et à dire que certaines régions sont dotées de trop de personnels, alors que, par ailleurs, le recours massif à de l'emploi précaire perdure et qu'il s'agit toujours d'un besoin permanent.

Ils trouvent très dangereuse la baisse inconsidérée du budget diagnostic qui aura des répercussions conséquentes pour l'avenir de l'institut. Le Directeur général pense que le plan reconquête des aménageurs nous met à l'abri car nous obtenons plus de fouilles. Mais c'est une vision à très court terme et incohérente. Moins de diagnostics maintenant c'est forcément moins de fouilles à l'avenir.

Pour ces raisons, entre autres, les agents Inrap présents à la HMI ont voté à la grande majorité la grève du 4 décembre.

Ils appellent leurs collègues des autres régions à se mobiliser massivement contre ces nouvelles orientations qui montrent à quel point la Direction générale se disqualifie encore un peu plus.

Pour un vrai plan de résorption de la précarité

***Pour un vrai budget opérationnel et une politique scientifique
cohérente***

TOUS ENSEMBLE

Orléans, le 3 décembre 2012

Un directeur solidaire ..., sous la pression !

Une soixantaine d'agents (CDD et CDI) a investi la réunion sur l'ordre du jour du CT GES, à l'occasion du mouvement de grève de ce 04/12. Ils ont interpellé le directeur interrégional sur les problèmes de la précarité à l'Inrap et en Grand Est-Sud en particulier.

L'interrégion connaît une augmentation pérenne, de plus du tiers de son activité archéologique, sans que le recrutement CDI soit à la hauteur des besoins réels. Ras-le-bol que GES soit le parent pauvre de l'emploi à l'Inrap !!!

S'associer avec la concurrence (groupement solidaire Archéodunum-Inrap) ou externaliser des tâches (sous-traitance de la PAO sur le chantier Eckbolsheim) sont les seuls moyens qui viennent à l'idée de la direction pour régler les problèmes d'emploi. Ces procédés iniques sont confortés par la DG qui par ailleurs enfonce le coin de l'inégalité entre personnels par la suppression de droits légitimes aux CDD (congrés exceptionnels).

Interpellé sur le sujet, le directeur interrégional a enfin reconnu cet état de fait et partage notre inquiétude : des 10 demandes de création de poste qu'il avait initialement envisagées de défendre auprès de la DG, il est passé à une demande plus cohérente. Il s'est engagé devant les agents grévistes à exiger plus de 20 ETP CDI pour l'interrégion.

Tous les agents de GES adhèrent aux revendications portées par l'Intersyndicale dans le cadre du plan de résorption de la précarité : pas moins de 200 recrutements en CDI !

Nous resterons extrêmement vigilants et mobilisés: ce n'est que le début...

Les agents mobilisés et les organisations CGT, SUD, CNT



SGPA CGT-Culture
SYNDICAT GÉNÉRAL DES PERSONNELS DU SERVICE PUBLIC
DE L'ARCHÉOLOGIE
Section Lorraine
Inrap Grand-Est Nord, 12 rue de Méric, 57 000 Metz
e-mail : sgpacgt.lorraine@inrap.fr

Metz, le 4 décembre 2012

Communiqué

Les personnels de la base Inrap de Metz (DIR GEN) se sont réunis aujourd'hui en assemblée générale dans le cadre du préavis de grève déposé par l'intersyndicale.

Ayant pris connaissance des revendications portées par l'intersyndicale et des résultats de la négociation avec le Cabinet du ministre du 3 décembre, ils demandent :

- que soit résorbée la précarité à l'Inrap à hauteur des 200 emplois au moins qui correspondent aux besoins permanents de l'établissement ; pour l'inter région GEN, ce sont 30 postes au moins qui devraient être ouverts pour couvrir les besoins de l'archéologie préventive ; tous les ans, des opérations sont reportées faute de personnel ;
- dans le même temps, que soient ouverts de toute urgence des postes dans les SRA afin qu'ils retrouvent la capacité à réaliser l'intégralité de leurs missions, en particulier en ce qui concerne la sauvegarde du patrimoine.

Dans l'attente, ils demandent :

- que cessent immédiatement les attaques portées aujourd'hui contre les agents les plus précaires en ce qui concerne leur droit aux autorisations d'absences facultatives sous prétexte qu'ils seraient recrutés sur des besoins occasionnels ou saisonniers, tout comme la décision de les spolier de leur traitement lorsqu'ils auront le toupet de tomber malade au mauvais moment ;
- que les CDD soient recrutés dès à présent conformément aux dispositions de la bourse de l'emploi du Ministère de la Culture ;
- qu'il soit mis fin aux interruptions interstitielles entre les contrats qui les privent d'une partie de leur ancienneté et de leur salaire ;
- que l'administration de l'Inrap se donne tous les moyens pour faire en sorte que les agents perçoivent leurs indemnités de chômage dans des délais qui ne relèvent pas du pur scandale ; l'externalisation du traitement des dossiers auprès d'Infodécision, devait prétendument réduire les délais de paiement : il n'en est rien, et c'est même pire qu'avant ; les CDD sont aujourd'hui confrontés à une gestion kafkaïenne de leur dossier et se retrouvent, seuls, face à des interlocuteurs qui se renvoient tous la balle de la responsabilité, voir les tiennent eux-mêmes pour principaux responsables, sous prétexte qu'ils ont oublié de fournir une pièce à leur dossier ; dans ce cas comme dans d'autres, l'externalisation n'est qu'un dogme au service d'une seule idéologie : la réduction de l'emploi public ; à l'heure actuelle en Lorraine les agents attendent 2,5 à 7,5 mois pour percevoir leurs indemnités.
- que le budget 2013 soit construit de telle sorte qu'il maintienne le niveau d'activité nécessaire pour assurer la détection des sites archéologiques. La réduction du budget diagnostics de 10 000 j/h, aura des conséquences irréparables sur le patrimoine ; il est clair que ce sont les opérations de petites et moyennes surfaces qui feront les frais de cette amputation.

À la demande de la CGT, une délégation a été reçue ce jour par le DIR-GEN (CR à venir).

Assemblée générale du 4 décembre 2012
A la Direction interrégionale Grand Ouest / centre archéologique de
Cesson-Sévigné

Une cinquantaine d'agents CDD/CDI se sont réunis ce jour pour une assemblée générale suite au préavis de grève de l'intersyndicale du 27 novembre 2012.

Nous avons confronté point par point le préavis de grève et le compte rendu de la réunion avec le Cabinet de la Ministre du 3 décembre 2012.

Les propositions du Cabinet ne répondent pas à nos attentes légitimes :

- Un véritable plan de résorption de la précarité à hauteur de 200 ETP et non un plan de recrutement triennal; ces 200 ETP correspondent à des emplois permanents pourvus par des CDD depuis 5 ans,
- Au delà des emplois permanents normalement pourvus par des CDI, l'emploi des CDD pour des missions temporaires (renforts, remplacements) exigent une égalité des droits professionnels et sociaux (formation, autorisations d'absence facultatives, congés de maladie ordinaire...) entre CDD et CDI.
Nous refusons toute discrimination de traitement,
- Malgré les affirmations de la direction, la gestion des ARE, par un prestataire extérieur, reste calamiteuse.
Il est grand temps de conventionner avec Pôle Emploi!
- La qualité du dialogue social dépend moins du nombre de réunions que d'une réelle volonté de concertation de la direction de l'Inrap.

Face à l'absence de réponses concrètes et satisfaisantes, l'assemblée générale a voté la grève.

Depuis trop longtemps, on nous balade de réunions en commissions... Le temps de la discussion est terminé, nous demandons à l'intersyndicale de déposer un ultimatum à la direction générale de l'Inrap et au MCC afin d'éviter...un printemps inrapien!

Assemblée Générale du Centre archéologique INRAP de TOURS

22 agents réunis le 3 décembre à la base de Tours ont voté à une forte majorité la grève pour la journée d'action du 4 décembre dans le cadre du préavis intersyndical.

Ils dénoncent :

- la précarité qui affecte nos collègues CDD et réclament immédiatement un minimum de 200 créations de postes,**
- la baisse des moyens alloués aux jours de diagnostics pour l'année 2013,**
- la politique menée par la direction générale de l'INRAP.**

AG à la base LGV SEA ce mardi 4 décembre 2012

La fin d'un monde programmé : l'Inrap

En date du 3 décembre 2012, les réponses données à l'intersyndicale de l'Inrap lors de la réunion avec le cabinet du ministère de la Culture n'ont pas convaincu les agents réunis en assemblée générale.

Sur les 24 personnes présentes, 18 se sont déclarées en grève auxquelles il faut ajouter 10 personnes grévistes des chantiers de fouilles LGV (Pussigny / Grouet et Maillé / Villers).

Ces grévistes, inquiets des propositions du ministère et de la direction de l'Inrap, tiennent à rappeler leurs positions :

- Mise en place d'un réel plan de résorption de la précarité à hauteur de 200 ETP national. Avec une majorité de recrutements en opérationnel (et non limité aux « fonctionnel »). À titre d'exemple sur les 10 premiers mois d'activité en GSO en 2012, nous avons 162 agents en CDD pour 713 mois de travail ce qui correspond à environ 60 ETP (équivalent temps plein)
- Mise en place d'une bourse à l'emploi avec une liste des prioritaires et prenant en compte l'ancienneté réelle
- Mêmes droits entre les CDD et les CDI au titre des congés et des arrêts maladies
- Simplification de la procédure d'indemnisation au chômage avec la mise en place d'une convention avec Pôle Emploi
- Pour un vrai dialogue social entre les organisations syndicales et la direction de l'Inrap
- Vive inquiétude sur la baisse annoncée des prescriptions de diagnostics. Doit-on y voir une volonté politique de tuer l'archéologie préventive ?

Se battre pour un meilleur monde ou aller à Bugarach



On y ira en bus INRAP !

Centre inrap de Saint Martin sur le Pré
38 rue des Dats
51520 Saint Martin sur le Pré

Communiqué

11 agents inrap présents à la base de Saint Martin sur le Pré se déclarent solidaires de leurs collègues en grève ce 4 décembre et soutiennent les revendications présentées dans le préavis de grève de l'intersyndicale. 12 agents champenois participent aussi à l'action nationale menée à Lens.

Les agents demandent notamment la mise en place d'un plan de résorption de la précarité à hauteur de 200 emplois. Ils insistent également sur la mise en place d'un nouveau conventionnement avec Pôle Emploi.

Saint Martin le 4 décembre 2012

Communiqué des agents du centre archéologique de Carquefou

Une vingtaine d'agents du centre archéologique de Carquefou se sont réunis ce mardi 04 décembre.

Nous réaffirmons la nécessaire réévaluation du plan de résorption de la précarité à hauteur de l'embauche de 200 ETP.

Nous dénonçons le caractère inepte et indécent de la gestion des CDD à l'INRAP (problèmes d'indemnités chômage, perversité de la prise en charge des arrêts maladie sans traitement). Le déplafonnement de l'emploi à l'Inrap apparaît une fois de plus comme indispensable.

Une vraie politique de gestion des ressources humaines ne peut s'exonérer d'un programme de recrutement annuel ! A quand date le dernier POA ?

Nous sommes excédés par la diminution brutale des moyens dévolus à la réalisation des diagnostics archéologiques. A titre d'exemple en 2012 en Pays-de-la-Loire, l'enveloppe initiale était déjà consommée avant l'été ! Avec un taux moyen de prescription de 6% dans les grands jours et par vent arrière, comment nous faire croire que l'activité archéologique pèse sur le développement économique ?

C'est la loi de 2003 qui est à l'origine des dysfonctionnements de l'archéologie préventive. Personne n'en doute !

Le soit disant contrôle scientifique exercé par les SRA sur les officines privées est une fable ! Faute de moyens et de volonté politique, nous le constatons tous les jours. Nous exigeons l'abrogation de cette loi inique et réclavons de la part du ministère une réelle et ambitieuse politique de sauvegarde du patrimoine archéologique.

Il serait temps que l'on se préoccupe de la nécessité d'instaurer des relations franches et harmonieuses entre les SRA et l'INRAP parce que, et ça aussi nous le constatons tous les jours, c'est très loin d'être le cas !

Communiqué centre archéologique de Reims
4 XII 2012

14 (4 CDD – 10 CDI) des agents présents au centre le 4 décembre se déclarent solidaires des collègues aujourd'hui en grève.

Ils soutiennent les revendications du préavis de l'intersyndicale (SGPA- CGT- Culture sud-Solidaire- SNAC-FSU CNT CCS).

- Lutter contre la dégradation des conditions de travail subie par les précaires,
- Améliorer les délais de traitement du chômage,
- Enclencher un plan de résorption de la précarité à hauteur des besoins réels, avec dans l'immédiat, 200 recrutements,
- refus de la baisse de 12 %, des moyens alloués à l'enveloppe « diagnostic » (budget 2013) dont dépend nos connaissances archéologiques et le montage des opérations de fouille.

Les archéologues réunis le 4 décembre en Assemblée Générale à la base de Pantin soutiennent la lutte des CDD de l'INRAP et la revendication de l'intersyndicale SGPA_CGT-Culture, SUD-Culture-Solidaires, SNAS-FSU et CNT-CCS'

- pour la transformation immédiate de 200 emplois ETP-CDD en postes CDI

afin de garantir une présence sur les lieux de travail des chantiers de fouille, à hauteur des besoins et de résorber la précarité d'une partie des 600 personnes concernées par des contrats précaires.

Nom, Prénom	Affectation	Signature
BAYLE ARTHUR	CDI Pantin	
Iribarrig Roland	CDI Pantin	
COUDERC SEREMUE	CDI PANTIN	
DUPÉRE Benoit	CDI PANTIN	
ABIER Naome	CDI PANTIN	
BELLIDO Audrey	CDI PANTIN	
BOYER-PEZZ Olivia	CDI PANTIN	
DUBOVAL Paullette	CDI Pantin	
COEURÉ Christophe	CDI Pantin	
Cotté Olivier	CDI Pantin	
GROBEN Cyril	CDI PANTIN	
Gisse Laure	CDI PANTIN	
Boyer-Perz Nathalie	CDI Pantin	
FRANZEL Yodrick	CDI PANTIN	
BUQUET-MARCON Cécile	CDI PANTIN	
DURAND Stéphane	CDI PANTIN	
MATHIEY Cécilia	CDI PANTIN	
CAPARRAS Thierry	CDI PANTIN	
DURAND Juliette	CDI pantin	
DENICHEAU Marguerit	pantin	
SAREL Josette	CDI pantin	
VOETZEL Bénédicte	CDI Pantin	
MATHAT HELOÏSE	CDI Pantin	
DANOUR VINCENT	CDI Pantin	
FRIÉ ARNAUD	CDI Pantin	
BRUANT Jean	CDI Pantin	
PISSOT Véronique	CDI	
PAUL BRUNET	CDI	

Les agents auvergnats en grève

Un certain nombre d'agents CDA, CDD, CDI de RAA basés à Clermont-Ferrand, grévistes ou non, tiennent à se joindre au mouvement de protestation national à l'INRAP !

Les motifs de notre mobilisation concernent les points suivants :

- la disposition prise par la direction le 19 novembre dernier concernant les autorisations d'absences facultatives pour les agents en CDD de moins de 4 mois ! Nous demandons son abrogation ;
- les difficultés rencontrées avec pôle emploi, notamment avec les délais dans le traitement de l'allocation retour à l'emploi (ARE) ;
- le recours permanent au contrat CDD dans un contexte de volume de travail constant qui justifierait l'emploi de CDI ;
- dans cette logique d'emploi, de nombreuses personnes employées en CDD cumulent des mois, voire des années d'ancienneté, sans évolution de statut et sans reconnaissance de leur travail et de leur investissement au sein de l'institut ;

Ces différents éléments constituent une aggravation de la précarité d'agents au statut déjà fragile, qui participent pourtant pleinement au fonctionnement de l'institut. Nous demandons que l'institut apporte son soutien aux personnes qu'il emploie en CDD en agissant activement pour la résorption de la précarité.

Les agents grévistes de Clermont-Ferrand



COMMUNIQUE DES AGENTS PACA EN GREVE LE 4 DECEMBRE 2012

Direction de l'Inrap : Sarko est toujours là !!

Vingt-cinq agents de Paca (CDD et CDI) réunis ce jour en assemblée générale ont voté la grève à l'unanimité.

Après avoir pris connaissance du compte-rendu de la réunion du 3 décembre avec le cabinet de la ministre de la Culture, nous tenons à réagir aux points suivants :

Moins de diags = moins de fouilles. C'est mathématique !!

La baisse drastique du budget diagnostic 2013 (-10.000 j/h) est incompréhensible et arbitraire puisqu'elle ne repose sur aucune réalité ni analyse. Cette réduction représente le budget diagnostic 2012 de l'interrégion Méditerranée, sachant que les prévisions d'activité de celle-ci pour l'année 2013 sont en forte hausse (+30% par rapport à 2012). Les conséquences prévisibles à court et moyen terme seront dramatiques sur les prescriptions et l'activité. Elles toucheront en premier lieu les opérations courantes qui représentent la majorité de l'activité en Paca (sachant que Languedoc-Roussillon est surtout concerné par les grands travaux : LGV et A9).

Que dire du plan « Reconquête... » quand dans le même temps les délais d'instruction ne nous permettent plus de respecter nos engagements auprès d'aménageurs « fraîchement reconquis » par nos soins ?

Pour mettre un terme à cette politique sarkozyste qui sabote nos missions de service public, nous exigeons que la réforme de la Rap assure à l'Inrap le financement suffisant pour réaliser ses missions de diagnostic et répondre aux prescriptions de l'Etat dans des délais raisonnables.

Pour les CDD : la bourse ET la vie !!

Nous exigeons l'arrêt immédiat des mesures discriminatoires, mesquines, bref minables envers les CDD ! L'attaque sur les droits aux congés maladie avec traitement est sur ce point une véritable pourriture, indigne d'un établissement public.

Nous proposons donc la transformation/mutation du poste de responsable de la réglementation appliquée du siège au poste bicéphale de traitement des DICT et d'assistant de prévention en Paca (postes jamais créés dans cette région), ce qui améliorera nettement et rapidement la réalisation des missions de service public de l'Inrap. Cette mutation permettrait en outre de mettre un terme aux attaques incessantes de la direction générale à l'encontre des droits des précaires.

De plus, la gestion actuelle des droits au chômage montre de gros dysfonctionnements : délais moyens de traitement des dossiers : 80 jours, perte fréquente de documents originaux... Quelle que soit la solution envisagée, convention avec Pôle Emploi ou traitement en interne, la situation actuelle comprenant des délais d'instruction inacceptables doit cesser dans les plus brefs délais.

Nous demandons également la création d'une bourse à l'emploi des CDD, ce qui permettrait d'éviter des situations absurdes, comme celles du recrutement de plus de 600 agents pour 270 ETP en 2011.

Nous exigeons la création rapide de 200 postes en CDI et un plan de requalification sur place avec notamment l'ouverture des postes fonctionnels suivants en Paca :

- Assistants de prévention : postes jamais ouverts en Paca
- Adjoint AST : un seul « chargé de mission » pour la région actuellement
- Gestionnaires des moyens de Centre : postes jamais ouverts dans toute l'Interrégion
- Chargés de DT/DICT : un seul chargé de mission pour Paca (actuellement en arrêt maladie)
- Assistants techniques : actuellement un seul pour toute l'Interrégion

Nous condamnons la politique scélérate de l'Institut et dénonçons le sabotage des missions de l'Institut dans notre région.

Nous demandons donc :

- le changement du Directeur Interrégional : 20 ans ça suffit !**
- le changement du Directeur Général : 3 ans, c'est déjà trop !**

Les archéologues grévistes du CRA Inrap de Valence et du chantier de Chens-sur-Léman (74), réunis ce jour par le mouvement de grève nationale contre la précarité de l'emploi, tiennent à apporter leur soutien à leurs collègues CDD et à montrer leur inquiétude sur l'évolution de leur situation.

Quand on constate :

- qu'en 2011, 600 personnes ont été embauchées en CDD pour assurer le travail de 270 ETPT soit une multiplication de la précarité sur de l'emploi permanent ;
- que lorsqu'ils sont en contrat ils subissent une différence de traitement sur leurs droits (arrêt maladie, congé maternité, autorisations d'absences facultatives etc.....) ;
- que la somme versée pour les indemnités chômagees de ces CDD est passée de 0,9 à 1,3 millions d'euros ;
- et que ces agents ne touchent leurs indemnités de chômage qu'en moyenne 80 jours après.

La situation des CDD va encore empirer dans le contexte de la forte diminution des jours/homme qui apparaît dans le budget prévisionnel 2013 de l'Inrap. La diminution de 10 000 jours/homme par rapport à 2012 remet fâcheusement en question les diagnostics pris en charge par l'Inrap, et à terme, les futures fouilles. Cette diminution de 12% des moyens représente un véritable risque pour la protection patrimoniale.

Nous demandons la mise en place IMMEDIATE d'un plan de déprécarisation

la création d'une bourse à l'emploi

Un traitement égal CDD/CDI

La création de CDI

Et des moyens à la hauteur de notre mission de service public !

Valence, le 04/12/12

Chantiers de Remilly-les-Pothées et du Châtelet-sur-Sormonne
(Ardennes –A304)

Communiqué

9 agents Inrap CDD et 3 agents CDI présents sur la fouille et le diagnostic se déclarent solidaires de leurs collègues en grève ce 4 décembre 2012 et soutiennent les revendications présentées dans le préavis de grève de l'intersyndicale.

Les agents demandent notamment la mise en place d'un **plan de résorption de la précarité à hauteur de 200 emplois CDI minimum.**

Ils insistent également sur la mise en place d'un nouveau conventionnement avec Pôle Emploi et la suppression des intermédiaires dans le traitement des dossiers des agents.

A Remilly les Pothées le 4 décembre 2012